

Brochure n° 3163

**Convention collective nationale**

IDCC : 1580. – **INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE  
ET DES ARTICLES CHAUSSANTS**

**ACCORD DU 6 JUILLET 2009  
RELATIF AUX SALAIRES DES ETAM**

NOR : *ASET0951127M*  
IDCC : *1580*

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux membres du personnel dont le coefficient est égal ou supérieur à 200 des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la chaussure. Il a pour objet de fixer le montant des rémunérations annuelles minimales ainsi que leurs conditions d'application.

**Article 2**

*Montant des rémunérations annuelles minimales*

Les rémunérations annuelles minimales sont définies conformément au tableau ci-après :

ETAM dont le coefficient est égal ou supérieur à 200

*(En euros.)*

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE MINIMALE
200	17 565
212	17 925

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE MINIMALE
220	18 544
245	20 467
253	21 094
270	22 453
290	24 084
340	28 159

Ces garanties sont établies pour un horaire hebdomadaire de 35 heures ou d'un forfait annuel de 218 jours.

Pour les entreprises pratiquant un horaire inférieur à 35 heures, elles seront à proratiser sur la base de l'horaire effectué.

Pour les entreprises pratiquant un horaire supérieur à 35 heures, elles devront intégrer les heures supplémentaires majorées du taux applicable à la durée de l'horaire effectué.

### **Article 3**

#### *Bénéficiaires*

Bénéficient de ces garanties annuelles de rémunération les ETAM :

- inscrits aux effectifs à la date du 31 décembre 2009 ;
- et justifiant de 1 an de présence continue dans l'entreprise à cette date, à l'exclusion des titulaires d'un contrat de travail régi par des règles spécifiques en matière de rémunération, comme les contrats d'apprentissage ou les contrats de formation en alternance.

### **Article 4**

#### *Application et vérification*

Pour l'application et la vérification de ces garanties :

a) Il sera tenu compte de tous les éléments légaux, conventionnels et usuels des salaires bruts quelles qu'en soient la nature et la périodicité, à l'exception :

- des rémunérations afférentes aux heures supplémentaires ;
- des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations de sécurité sociale ;
- des versements effectués en application de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaires.

b) Le montant de la garantie annuelle sera adapté et appliqué *pro rata temporis* en cas de survenance, en cours d'année :

- d'un changement de classement ;
- d'une absence pour laquelle il n'est pas prévu conventionnellement le maintien intégral de la rémunération.

c) En fin d'année, l'entreprise vérifiera que le montant total des appointements et primes versés, susceptibles d'être pris en compte, aura bien été au moins égal à la garantie annuelle fixée ci-dessus, ou au montant calculé *pro rata temporis* correspondant au temps de présence pris en compte.

Au cas où cette vérification ferait apparaître que les rémunérations versées à un salarié sont inférieures à la garantie, l'entreprise versera un complément permettant d'atteindre la garantie annuelle.

## **Article 5**

### *Egalité de rémunérations*

Conformément aux dispositions de l'article L. 3221-2 du code du travail nouveau, les entreprises pratiqueront l'égalité de rémunérations entre les hommes et les femmes pour un même travail ou un travail à valeur égale.

## **Article 6**

### *Publicité et extension*

Le présent accord sera notifié à toutes les parties, conformément à l'article L. 2232-2 du code du travail nouveau.

A l'issue d'un délai de 15 jours, le texte du présent accord sera déposé en application de l'article L. 2231-6 du code du travail nouveau et son extension sera demandée conformément aux articles L. 2261-15 et suivants du même code.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

Fédération française de la chaussure (FFC) ;  
Chambre syndicale nationale des bottiers (CSNB) ;  
Chambre syndicale nationale des podo-orthésistes (CSNPO).

### **Syndicats de salariés :**

Fédération HACUITEX CFDT ;  
Fédération CMTE secteur cuir CFTC ;  
Syndicat national cuir et peaux CFE-CGC.